

Table des matières

Sommaire.....	3
Liste des abréviations	5
INTRODUCTION	7
1. La notion de contentieux administratif.....	8
2. Le contentieux administratif hors de la juridiction administrative.....	10
2.1. <i>Le contentieux de l'action administrative devant la juridiction judiciaire</i>	10
2.1.1. La compétence fondée sur la jurisprudence.....	10
2.1.2. La compétence du juge judiciaire établie par le législateur	10
2.2. <i>Le contentieux de l'action administrative devant un arbitre</i>	12
3. Le contentieux administratif non juridictionnel.....	14
3.1. <i>Les recours administratifs</i>	14
3.1.1. Le recours gracieux.....	14
3.1.2. Le recours hiérarchique.....	16
3.1.3. Le recours de tutelle	16
3.2. <i>La transaction</i>	18
3.3. <i>La conciliation</i>	20
CHAPITRE 1 LE STATUT DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES	23
Section 1 : L'ordre juridictionnel administratif.....	24
1. La définition de la juridiction administrative	24
2. Les juridictions administratives générales.....	26
2.1. <i>Le Conseil d'État</i>	26
2.1.1. Présentation	26
2.1.2. L'organisation du C.E.	28
2.1.3. Les formations de jugement	30
2.2. <i>Les Tribunaux administratifs</i>	32
2.3. <i>Les Cours administratives d'appel</i>	34
3. Les juridictions administratives spéciales.....	36
Section 2 : L'indépendance de la juridiction administrative.....	38
1. Remarques générales	38
2. L'étendue de l'indépendance	40
2.1. <i>L'indépendance des membres des juridictions administratives</i>	40
2.1.1. Les membres des juridictions ayant le statut de magistrats	40
2.1.2. L'indépendance des membres du C.E.	42
2.2. <i>L'autonomie de l'ordre juridictionnel</i>	42
2.2.1. L'autogestion du C.E.	42
2.2.2. La gestion des T.A. et des C.A.A.	44
3. La sanction de l'indépendance.....	46

3.1. <i>La récusation</i>	46
3.2. <i>Le renvoi pour cause de suspicion légitime</i>	48
4. Les limites de l'indépendance	50
4.1. <i>La responsabilité du fait de la juridiction administrative</i>	50
4.2. <i>La validation législative des actes administratifs</i>	52
CHAPITRE 2 LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES	55
Section 1 : La répartition des compétences entre les ordres juridictionnels	56
1. La répartition des compétences avec le juge judiciaire	56
1.1. <i>Les critères de répartition de compétence</i>	56
1.1.1. Les critères jurisprudentiels	56
1.1.2. L'attribution des compétences par le législateur	58
1.2. <i>Le règlement des conflits de compétence par le T.C.</i>	60
1.2.1. L'organisation du T.C.	60
1.2.2. La résolution des conflits par le T.C.	62
1.2.2.1. La solution du conflit positif	62
1.2.2.2. La solution du conflit négatif	64
1.2.2.3. La résolution de questions subsidiaires de compétence	64
1.3. <i>L'autorité de chose jugée par le juge judiciaire à l'égard du juge administratif</i>	64
2. La répartition des compétences avec le juge constitutionnel	66
2.1. <i>La porosité des domaines de compétence administratifs et constitutionnels</i>	66
2.1.1. L'exercice de compétences par le juge administratif dans le domaine constitutionnel	66
2.1.2. L'exercice de compétences par le juge constitutionnel dans le domaine administratif	68
2.2. <i>L'autorité de chose jugée par le juge constitutionnel</i>	68
3. La répartition des compétences entre le juge administratif et le juge européen	68
Section 2 : La répartition des compétences entre les juridictions administratives	70
1. La répartition par degrés de compétence	70
1.1. <i>La compétence de premier ressort</i>	70
1.1.1. La compétence de principe des T.A.	70
1.1.2. La compétence d'exception des C.A.A.	70
1.1.3. La compétence d'exception du C.E.	72
1.2. <i>La compétence d'appel</i>	74
1.2.1. La compétence de principe des C.A.A.	74
1.2.2. La compétence d'exception du C.E.	74
1.3. <i>Les compétences de cour suprême du C.E.</i>	76
1.3.1. La compétence de cassation	76
1.3.2. L'examen des recours dans l'intérêt de la loi	76
1.3.3. Le règlement des juges	76
1.3.4. La formulation des avis sur une question de droit nouvelle	78
2. La gestion de la répartition des compétences	80
2.1. <i>Le règlement des conflits de compétence</i>	80

2.2. <i>La compétence pour examiner les questions accessoires et connexes</i>	82
2.2.1. Les questions accessoires	82
2.2.2. Les questions connexes	82
CHAPITRE 3 LES PRINCIPES DU PROCÈS ADMINISTRATIF	85
Section 1 : Les sources de la procédure administrative	86
1. Les sources de droit interne	86
1.1. <i>L'intervention limitée de la loi</i>	86
1.2. <i>L'intervention principale du règlement</i>	88
1.3. <i>L'intervention complémentaire de la jurisprudence</i>	88
2. Les sources de droit externe	90
2.1. <i>La CEDH</i>	90
2.2. <i>Le droit de l'Union européenne</i>	90
Section 2 : La typologie des recours devant le juge administratif	92
1. La distinction entre excès de pouvoir et pleine juridiction	92
1.1. <i>Les caractéristiques du contentieux de l'excès de pouvoir</i>	92
1.2. <i>Les caractéristiques du contentieux de pleine juridiction</i>	92
1.3. <i>Les conséquences de la distinction entre les deux contentieux</i>	94
1.3.1. Les conséquences générales	94
1.3.2. Les conséquences en matière contractuelle	96
2. Le contentieux de l'interprétation et de l'appréciation de validité	98
3. Le contentieux de la répression	98
3.1. <i>L'exemple des contraventions de grande voirie</i>	100
Section 3 : Les caractéristiques de la procédure administrative	102
1. Une procédure écrite	102
2. Une procédure inquisitoriale	102
3. Une procédure contradictoire	104
4. Une procédure publique	104
CHAPITRE 4 LA RECEVABILITÉ DE LA REQUÊTE	107
Section 1 : Les principes de la recevabilité	108
Section 2 : Les conditions tenant à l'auteur de la requête	110
1. La capacité pour agir en justice	110
2. La représentation du requérant	112
3. L'intérêt pour agir	114
4. L'aide juridictionnelle	116
Section 3 : Les conditions tenant à la requête	118
1. Les règles de forme	118
1.1. <i>L'objet de la requête</i>	118
1.2. <i>Les caractéristiques de la requête</i>	120
1.3. <i>Les compléments de la requête</i>	120

2. La nécessité d'une décision administrative préalable	122
3. Les délais	124
CHAPITRE 5 L'INSTRUCTION DES REQUÊTES	127
Section 1 : La procédure d'instruction.....	128
1. La circulation des informations entre les juges et les parties	128
1.1. <i>La communication de la requête et des mémoires</i>	128
1.2. <i>La notification des pièces et des mesures d'instruction</i>	130
1.3. <i>Les particularités de l'instruction devant les T.A. et les C.A.A.</i>	130
1.3. <i>Les particularités de l'instruction devant le C.E.</i>	132
2. La demande de régularisation et la mise en demeure	134
3. La clôture de l'instruction.....	136
Section 2 : Les moyens d'investigation	138
1. L'expertise.....	138
1.1. <i>La désignation d'un expert par le juge</i>	138
1.2. <i>Le remplacement de l'expert</i>	140
1.3. <i>Les opérations d'expertise</i>	142
1.4. <i>Le rapport d'expertise</i>	144
1.5. <i>Les frais d'expertise</i>	146
2. L'enquête	148
3. La visite des lieux.....	150
4. La vérification d'écriture	150
5. Les autres mesures d'instructions	150
Section 3 : Les incidents de l'instruction	152
1. Les incidents n'interrompant pas le cours de l'instruction	152
1.1. <i>L'intervention</i>	152
1.2. <i>La demande incidente</i>	154
1.3. <i>Le désaveu de l'avocat</i>	154
2. Les incidents interrompant momentanément l'instruction	154
2.1. <i>La suspension d'instance</i>	154
2.2. <i>L'inscription de faux</i>	156
2.3. <i>Les questions préjudicielles</i>	156
3. Les incidents interrompant définitivement l'instruction	158
3.1. <i>Le non-lieu</i>	158
3.2. <i>Le désistement</i>	158
3.3. <i>La négligence</i>	160
3.4. <i>L'acquiescement</i>	160
CHAPITRE 6 LES PROCÉDURES DE RÉFÉRÉ	163
Section 1 : Les principes communs aux référés	164
1. Le juge des référés.....	164

2. La procédure de référé.....	164
Section 2 : La typologie des référés.....	166
1. Les référés fondés sur l'urgence	166
1.1. <i>Les conditions communes aux référés fondés sur l'urgence</i>	166
1.2. <i>Les particularités des référés fondés sur l'urgence</i>	168
1.2.1. Le référé-suspension.....	168
1.2.2. Le référé liberté	170
1.2.3. Le référé mesures-utiles.....	170
2. Les autres référés généraux	172
3. Les référés spéciaux : l'exemple du référé précontractuel	174
CHAPITRE 7 LE JUGEMENT	177
Section 1 : La procédure de jugement.....	178
1. L'inscription au rôle	178
2. L'audience.....	180
2.1. <i>Le pouvoir de police du juge</i>	180
2.2. <i>Le caractère public de l'audience</i>	180
2.3. <i>Le déroulement de l'audience</i>	182
3. La notification du jugement	184
Section 2 : Le contenu du jugement	186
1. Les mentions obligatoires.....	186
2. La détermination et la prise en charge des frais et dépens.....	188
Section 3 : L'exécution des décisions de justice.....	190
1. L'autorité de chose jugée des décisions de justice	190
2. Le caractère exécutoire des décisions de justice	190
3. Les modalités d'exécution des décisions de justice	192
3.1. <i>La mise en œuvre d'une décision condamnant à payer une personne publique...</i>	192
3.2. <i>La demande d'éclaircissement sur les modalités d'exécution</i>	194
3.3. <i>L'imposition de mesures d'exécution d'une décision juridictionnelle</i>	194
3.4. <i>La demande d'aide à l'exécution d'une décision juridictionnelle</i>	196
3.5. <i>L'imposition d'une astreinte</i>	198
CHAPITRE 8 LES VOIES DE RECOURS	201
Section 1 : L'appel	202
1. Les conditions de recevabilité de l'appel.....	202
1.1.1. <i>Les conditions tenant à la requête</i>	202
1.1.2. <i>Les conditions de délai</i>	202
1.1.3. <i>Les conditions tenant à l'auteur de l'appel</i>	204
2. La demande de sursis à exécution du jugement attaqué	206
3. Les effets de l'appel	208
3.1. <i>L'effet dévolutif</i>	208

3.2. <i>L'évocation</i>	208
Section 2 : Le pourvoi en cassation	210
1. Les conditions d'exercice du pourvoi	210
1.1. <i>Les conditions d'admission</i>	210
1.2. <i>Les conditions de recevabilité</i>	212
1.3. <i>La demande de sursis à exécution de la décision attaquée</i>	214
2. Le contrôle du juge	216
3. Les effets de la cassation	216
Section 3 : Le recours dans l'intérêt de la loi	218
Section 4 : Les voies de rétractation	220
1. L'opposition	220
2. La tierce opposition	220
3. Le recours en rectification d'erreur matérielle	222
4. Le recours en révision	224
Indications bibliographiques	227
Index	229
Table des décisions juridictionnelles	233
Table des matières	239